

La prison, n'est pas à penser, pas à améliorer, pas à remplacer, mais à détruire !!!

On se trouve, aujourd'hui, dans le cadre des "Journées nationales de la Prison", une semaine organisée, entre autres, par les principales institutions qui travaillent dans les cages de l'État, toutes ces organisations qui travaillent côte-à-côte avec les autorités et qui sont connues pour leur engagement "humanitaire", qui nous parlent de "solidarité" et de "soutien" des exclus, des oubliés, des marginaux. Plein de belles intentions, apparemment. Parmi ces institutions, on trouve par exemple la Croix Rouge française, toujours à côté de l'État, de l'armée, toujours présente quand il s'agit de "gérer" la population, comme par exemple dans les zones d'attente (ZA), c'est-à-dire des prisons où l'État enferme les étrangers et les étrangères à qui l'entrée sur le territoire français est refusée. La Croix-Rouge y est intervenue depuis 2003, en tant qu'auxiliaire de la police chargé de s'occuper des aspects médicaux et de cogérer la détention des personnes. La Croix Rouge participe également à l'organisation de vols où l'on déporte les sans-papiers et elle a même accepté (à Amiens, en 2004) de prêter ses locaux pour qu'ils deviennent des LRA (Locaux de Rétention Administrative), suite à une rafle d'une douzaine de sans-papiers roumains! Il en va de même pour la CIMADE, "association militante depuis 1939", que depuis le début des années 1980 mène «une mission d'accompagnement des étrangers dans les centres de rétention administrative». En prenant en charge les dossiers des détenus, elle effectue les tâches dont l'État a tenu à se débarrasser dès le début : elle fait directement le travail d'un service administratif, triant les bons et les mauvais dossiers, tandis que l'État n'a plus qu'à gérer la surveillance des CRA. D'ailleurs, travailler *avec* la prison, *pour* améliorer la prison, ce sont les objectifs explicites de ce "groupe de concertation prison" et d'une organisation comme la FARAPEJ, qui propose "*une transformation profonde de la vie en prison*" et déclare vouloir "*améliorer le fonctionnement de la Justice*". Que ce soit clair pour tout le monde, le problème pour toutes ces institutions n'est pas du tout l'existence d'un système fondé sur l'exploitation capitaliste, les frontières, la domination étatique à travers les uniformes, l'imposition brutale de l'autorité sur la vie des individus, la répression de celles et ceux qui ne marchent pas dans le droit chemin ou qui se rebellent contre l'ordre. Non, au contraire, **ces institutions prétendent humanitaires ou militantes collaborent à la gestion de l'ordre et sont indispensables à son fonctionnement**. Y compris quand elles nous parlent "d'abolition de prisons", elles proposent des systèmes alternatifs de punition et contrôle, comme l'usage du bracelet électronique ou la réinsertion à travers du travail. Elles participent ainsi, au même titre que les flics, au fonctionnement et au contrôle d'une société dont les impératifs sont : Travaille ! Respecte la loi ! Respecte l'autorité de la famille, du patron et du flic !

Évidemment, nous savons que parmi vous, parmi les gens qui s'intéressent et suivent le cours de ces événements, il y en a qui sont réellement dégoûtés par l'enfermement des êtres humains, et peut être même certains qui détestent ce monde de fric, de flics, de barreaux et de barbelés. Et néanmoins, ici, devant nous, on a l'honneur d'avoir un crapule comme **Patrice Bourdaret, directeur du Centre de détention de Villeneuve-la-Grande**. Pour nous, un directeur de prison, autant que ses serviteurs matons, ne méritent autre chose que mépris et haine, parce que ce sont bien eux les responsables directs des centaines de suicides en prisons, des tabassages, de l'isolement, de la douleur, des vies détruites de milliers d'hommes et femmes enfermés dans les cages de l'État.

Nous sommes pour la destruction de la prison et nous sommes solidaires des révoltés, en prison comme dehors, pas seulement parce que nous sommes contre l'horreur de l'enfermement, mais parce que nous croyons que la prison, comme le travail, est l'un de piliers qui régit un monde structurellement fondé sur la domination, la violence et l'exclusion. Nous sommes pour la destruction de la prison, mais aussi des tribunaux, de l'armée et de la police, parce que nous portons un monde dans nos cœurs, un monde d'êtres libres, un monde organisé de manière horizontale et fondé sur l'entraide. Notre liberté n'est pas à mesurer, contrôler, elle ne rentre pas dans des articles de lois du ci-nommé "droit", qui est toujours décidé et géré par celui qui a le pouvoir. Et s'il est vrai que nous sommes des rêveurs, ce n'est pas pour ça que nous attendrons le jour d'un hypothétique révolution pour combattre l'autorité, ses cages, ses sbires et son éducation !

Vive la révolte, vive les mutineries, vive les évasions!